

***l'Anti*capitaliste**

n°765 | 4 septembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**GRÈVE MOBILISATION
OCCUPATION**



ORGANISONS-NOUS



**REPRENONS
LA RUE!**

ZOOM

Palestine. Un génocide indéniable, une complicité criminelle

Page 3

ARGUMENTS

Solidarité sans faille avec la résistance ukrainienne

Page 5

LUTTER

Antiracisme. Un été blanc et sec

Page 6

CHAMP LIBRE

Serbie: lettre ouverte à M. Sandro Gozi par Vlado Sestovic

Page 8

Édito

La 5^e République à plat

Par MARTIN HACHE

Nous vivons une crise de régime depuis la dissolution de l'Assemblée par Macron en juin de l'année dernière. Deux gouvernements en un an qui n'arrivent même pas à faire adopter un budget...

La 5^e République est à plat.

Macron paye le prix de sa politique au service des plus riches et contre les travailleurEs. Il fait aussi les frais de sa méthode de gouvernement à coups de 49.3 (comme la réforme des retraites en 2023) ou à coups de matraques et de LBD (comme avec le mouvement des Gilets jaunes). Afin de gouverner pour les riches, il a usé et abusé des outils constitutionnels de la 5^e République. Depuis 2017, les plus riches ont vu ainsi doubler leur patrimoine. Bafouer les aspirations populaires maintes fois et rester au pouvoir malgré tout a eu des conséquences sur les institutions. Aujourd'hui, tout gouvernement est impuissant et illégitime. Le rejet des politiques menées s'amplifie. Dans le cadre actuel, il est difficile de continuer avec des mesures austéritaires, mais il sera aussi difficile de gouverner au service de la population sans s'affronter au système capitaliste et à ses institutions...

La 5^e République est à plat, achevons-la!

Après l'échec du mouvement contre la réforme des retraites, on pouvait croire que le mouvement social allait avoir du mal à renaître. C'était, en théorie, la victoire de Macron et, après les européennes, la voie royale pour l'extrême droite. Mais le mouvement ouvrier a repris du souffle et a poussé les dirigeants politiques de gauche à s'unir et à éviter le pire. Et aujourd'hui, malgré ses faiblesses, notre camp social reprend l'initiative. La simple menace d'un mouvement populaire a obligé Bayrou à poser un vote de confiance qui met à nu la crise du régime.

Si la simple menace peut faire tomber un gouvernement, les possibilités qui s'ouvrent sont grandes. Dégager Bayrou n'est que le début et dégager Macron n'est pas la fin du mouvement. Nous pouvons profiter de cette crise et de cette mobilisation pour imposer ce à quoi l'on aspire. La démocratie jusqu'au bout, un gouvernement et des institutions au service de ceux et celles d'en bas. Pour reprendre nos affaires en main, reprenons la rue!

Bien dit

Ne pas soumettre notre solidarité humaine et politique à je ne sais quel calcul

CHRISTINE POUPIN (NPA), le 25 août, lors de notre meeting de rentrée à Port-Leucate pendant l'université d'été du NPA, en présence de militantEs de Palestine, de Kanaky et d'Ukraine.

À la Une

BUDGET ET CRISE POLITIQUE Le 10 septembre on bloque tout, le 18 on continue!

La crise politique s'accélère à l'approche du vote de confiance du 8 septembre, qui pourrait faire tomber le gouvernement Bayrou. Deux dates de mobilisation émergent: le 10 septembre pour «tout bloquer» et le 18 septembre à l'appel de l'intersyndicale. L'enjeu: construire un mouvement durable et offensif.

Depuis l'annonce du vote de confiance pour le 8 septembre, et la probable chute consécutive du gouvernement, la crise politique ne cesse de s'approfondir en France. Il faut d'abord en prendre la mesure: si Bayrou tombe, quatre Premiers ministres se seront succédé depuis 2022, un record sous la 5^e République. Bayrou s'est ainsi vu obligé de rassurer un patronat très inquiet à l'université d'été du Medef. Dans les rangs de la majorité, certains appellent déjà à reculer sur la suppression des deux jours fériés, comme Bruno Retailleau ou Yaël Braun-Pivet.

Le bal des prétendants au fauteuil de Premier ministre a déjà commencé, depuis Darmanin jusqu'au Parti socialiste qui se déclare, seul et en dehors de l'alliance moribonde du NFP, prêt à gouverner. La possible dissolution de l'Assemblée nationale pourrait de reconduire une assemblée tripartite sans majorité claire ou d'ouvrir davantage la voie à l'extrême droite. L'heure n'est pas à chercher des réponses institutionnelles ou électorales à la crise, elle est à l'organisation et au développement de la mobilisation. Les réunions et assemblées qui se tiennent dans de nombreuses villes connaissent une dynamique ascendante et témoignent de la colère et de la détermination des participantEs. En somme, la crise politique continue et s'aggrave. Tout repose sur notre capacité à la faire exister et à l'approfondir dans la rue.



L'appel à «tout bloquer» le 10 septembre

L'appel à «tout bloquer» le 10 septembre est bien sûr un point d'appui pour cela. La composition sociale et politique du mouvement a été analysée par le politologue Antoine Bristielle, à partir des réseaux sociaux de la mobilisation, sur les réponses d'un millier de personnes¹. Il en ressort que même si 27% d'entre elles étaient Gilets jaunes en 2019, leur composition sociologique est différente. Il s'agit de personnes clairement politisées à gauche: aux dernières présidentielles, 70% ont voté LFI, 10% NPA. Elles ont ensuite un profil plus jeune, mieux intégré et plus diplômé que la moyenne. Néanmoins, certains liens peuvent être faits avec les Gilets jaunes — ainsi, les personnes mobilisées proviendraient plus des petites et des moyennes communes que

des métropoles, exprimeraient une grande défiance vis-à-vis de la politique traditionnelle, en particulier des partis, et hésiteraient sur leurs buts et leurs moyens d'action (lire page 10). LFI s'est tout de suite insérée dans cette mobilisation en appelant à la grève générale pour le 10 septembre. Plus récemment, Solidaires, la CGT et la FSU s'y sont jointes. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, Solidaires) a réussi quant à elle à se reconstituer de manière unitaire et à sortir un communiqué et un appel commun à la mobilisation pour le 18 septembre. Bien que l'intersyndicale ne soutienne pas explicitement la date du 10, ce qui est regrettable, il faut se saisir de la date du 18 car le projet de loi de finances ne tombera pas le 10 au soir. Les deux dates ne doivent pas être construites en opposition, mais

ensemble, ce qui implique aussi que l'intersyndicale, de même que l'ensemble de la gauche sociale et politique, s'empare de la date du 10.

Tout l'enjeu est donc de construire dans la durée, au plus près des collectifs de travail et à travers l'auto-organisation un mouvement puissant qui puisse gagner sur nos revendications. En un mot: le 10 on bloque tout, et le 18 on continue!

Le 10 septembre, une étape clé dans un mouvement encore à construire

Face à une telle crise politique, à une telle accélération de la situation, le signal doit être donné que c'est le moment d'y aller, toutes et tous ensemble! Le mouvement va s'inscrire dans la durée. Nous devons donc construire les cadres d'auto-organisation: sur nos fachs, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, nous constituons les AG de celles et ceux qui luttent et se mettent en grève. Sans tomber dans la substitution: c'est bien sûr aux grévistes de décider des suites de leur grève. Enfin, nous devons donner un horizon politique à la mobilisation. Après Bayrou, Macron doit tomber. Mais au-delà, le NPA portera la nécessité d'en finir avec la 5^e République et d'en appeler à une Constituante. La base pour cela, ce sera bien sûr les organes d'auto-organisation qui auront émergé de la mobilisation. C'est pourquoi le NPA sera de toutes les luttes de ce mois de septembre. Le 10 n'est qu'un début, construisons la suite!

Comité exécutif du NPA-l'Anticapitaliste

1 — https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/08/31/bloquons-tout-est-un-mouvement-structure-presque-exclusivement-autour-de-sympathisants-de-la-gauche-radical_6637915_823448.html



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Meeting de rentrée du NPA lors de l'Université d'été à Port-Leucate, avec Monira Moon (antiracisme), Salah Hamouri (Palestine), Christian Tein (Kanaky), Mira (Ukraine), Loïc (Jeunesses anticapitalistes du NPA), Pauline Salingue (NPA), Christine Poupin (NPA) et Aurore Koehlin (NPA).

ÉCOLOGIE Réchauffement climatique : effets cumulés, désastres assurés !

En 2025, les catastrophes climatiques s'enchaînent, aggravées par les effets cumulés du réchauffement global, la fuite en avant du capitalisme et l'inaction des États. De plus en plus de scientifiques mettent en cause le modèle capitaliste et son incapacité à apporter des solutions à la crise écologique mondiale.

Le cocktail « chaleur, sécheresse, vent » rend les incendies plus intenses et dévastateurs. L'année 2025, pire année pour les feux en Europe, a vu un milliard d'hectares détruits selon l'EFFIS (Système européen d'information sur les feux de forêt). Le mécanisme de protection civile de l'Union européenne a été activé dix-sept fois en une semaine, en juillet, pour des incendies en Espagne, au Monténégro, en Bulgarie, en Albanie et en Grèce. La Turquie, Chypre et le Portugal ont été lourdement touchés. Au Canada, 6,6 millions d'hectares sont partis en fumée. En Californie, au Chili, en Argentine, même scénario de désastre. Les forêts boréales sont touchées en Alaska, en Russie, en Scandinavie.

La forêt brûle partout

Dans l'Aude, il a fallu 23 jours pour éteindre un incendie qui s'est propagé sur 17 000 hectares, a tué une femme, détruit 36 maisons et près de 1 500 hectares de vignes. Nicolas Mirouze, de la coopérative Atelier paysan, déclarait à *Reporterre* le 21 août : « Nous ne sommes plus juste dans le climat sec méditerranéen, on



est passé à autre chose, un chaos aride.»

Si tous les continents sont impactés, c'est en Afrique que les feux touchent le plus de populations. D'après la revue *Science* du 21 août 2025, sur les 440 millions de personnes exposées à des feux entre 2002 et 2021, 85% étaient africaines. Le Congo, le Mozambique, le Soudan du Sud, l'Afrique du Sud, la Zambie et l'Angola voient leurs forêts s'enflammer. Les énormes

quantités de CO₂ dégagées par ces feux accélèrent encore le chaos climatique.

Chaud, chaud, chaud !

Les records de chaleur se multiplient : plus de 40°C en Espagne et au Portugal, 47°C au Maroc, 41,8°C au Japon, 50,5°C en Turquie. L'humanité est confrontée à une limite vitale. Avec la hausse des températures en Arctique, les glaces fondent de plus en plus tôt et ont de plus

en plus de mal à se reformer en hiver. L'Organisation météorologique mondiale a enregistré 30,8°C dans une ville russe en juin 2020.

Le déluge, c'est maintenant !

Les inondations ont frappé des millions de personnes, détruit des milliers d'habitations et paralysé des régions entières sur tous les continents. La fréquence accrue et le renforcement des ouragans et cyclones favorisent ces crues meurtrières.

Alors, stop ou encore ?

Nous avons besoin immédiatement de plans de prévention adaptés pour lutter contre les incendies et les inondations et pour protéger les populations, en particulier les plus vulnérables, contre les canicules. Mais sans une reconversion radicale des activités humaines, passant par la sortie des énergies fossiles, la réduction massive des productions et des transports dans les pays du Nord global, et par le développement de l'agriculture paysanne écologique, l'emballage climatique continuera de provoquer des catastrophes en série.

Commission écologie

PALESTINE Un génocide indéniable, une complicité criminelle

Deux ans après le début du génocide à Gaza, la population subit des bombardements incessants, une famine organisée et des attaques ciblant journalistes et personnels de secours. La propagande israélienne, relayée par ses alliés, ne masque plus le caractère colonial et génocidaire de ses politiques, tandis que la résistance palestinienne et internationale se poursuit.

L'été a été infernal pour les GazaouiEs : aux températures extrêmes, sans eau potable, sans produits d'hygiène, sans nourriture, s'ajoutaient les ordres d'évacuation, les bombardements, les destructions systématiques, les villages de tentes et les problèmes d'hygiène. Près de 500 personnes sont mortes de faim depuis que la famine a été déclarée par les instances internationales, notamment onusiennes. Les zones de distribution « humanitaires » restent des pièges meurtriers. Les mots manquent pour décrire l'horreur. Les témoins manquent aussi : Israël cible les journalistes. L'emblématique Anas el-Sharif a été assassiné avec quatre collègues, portant à plus de 210 le nombre de journalistes tués — un « record » mondial. Israël a également utilisé la technique du double tap, qui consiste à viser deux fois au même endroit à quelques minutes d'intervalle pour tuer les personnels d'évacuation et les journalistes.

Propagande et pratiques génocidaires

Le massacre de l'hôpital Nasser en est un exemple. Israël a d'abord parlé d'un « terrible accident », puis a affirmé viser une « caméra du Hamas ». Israël prétend « limiter les pertes civiles » mais un rapport de ses propres services révèle que 83% des victimes palestiniennes sont des civils. Israël finance des influenceurs d'extrême droite pour nier la famine à Gaza, alors que des membres du gouvernement tiennent des propos explicitement génocidaires. Smotrich appelle à la destruction du peuple de Gaza et a annoncé l'annexion de facto d'une large partie de la Cisjordanie, la zone E1, qui coupera quasiment le territoire en deux. Le ministre de la Défense Katz évoque « des catastrophes obscures » et « des malédictions sur les premiers-nés » au Yémen, juste avant d'assassiner la moitié du gouvernement houthi. Israël bombarde toujours le sud-Liban, viole le cessez-le-feu et refuse d'en signer un pour Gaza mal-

gré l'acceptation par le Hamas de toutes ses conditions. Israël est devenu l'ennemi de tous les peuples de la région.

Une résistance acharnée

Si Benyamin Netanyahu refuse le cessez-le-feu, c'est pour continuer à envahir Gaza et vider le territoire de sa population palestinienne. Mais sur le terrain, cette bataille est loin d'être gagnée pour l'armée d'occupation. Les différents groupes armés font preuve d'une coordination efficace. Les pertes humaines et matérielles israéliennes s'accumulent, et Netanyahu a de grandes difficultés à obtenir des renforts. Désarmer le Hamas reste un objectif inatteignable. En août, toutes les factions combattantes ont affirmé leur détermination lors d'une conférence au Caire. La résistance populaire internationale n'est pas en reste : les manifestations ont continué tout l'été, la pression sur les gouvernements occidentaux est forte, et la démission de la moitié du gouvernement néerlandais

sur la question palestinienne en est un signe. Plusieurs pays européens envisagent de renégocier leurs accords commerciaux avec Israël. La nouvelle flottille du Sumud, partie de Barcelone et Marseille ce week-end avec des dizaines de bateaux et 44 pays représentés, illustre cette solidarité internationale. Ces initiatives sont un point d'appui qu'il faut amplifier.

Une complicité internationale persistante

Les principaux États occidentaux restent complices de Netanyahu. Les États-Unis ont révoqué les visas de toutes les Palestiniennes invitées à l'Assemblée générale de l'ONU à New York fin septembre, où devait être prononcée une déclaration « historique » de reconnaissance de l'État palestinien par les derniers États à ne pas l'avoir encore fait. Cette insulte s'ajoute à l'humiliation de voir reconnaître un État palestinien sans reconnaissance du génocide. Deux ans après son début, des initiatives massives doivent relancer la solidarité internationale. En France, autour de la crise gouvernementale et de la mobilisation du 10, mettre en cause un gouvernement complice d'un État génocidaire doit être un enjeu central.

Édouard Soulier

No comment

Je pense que ça pourrait être un seul jour férié supprimé sans difficulté

FRANÇOIS BAYROU, le 31 août, embourbé dans ses tentatives de sauver sa place à Matignon. Il dira aussi envisager de passer la durée hebdomadaire du travail de 35 à 36 heures...

Agenda

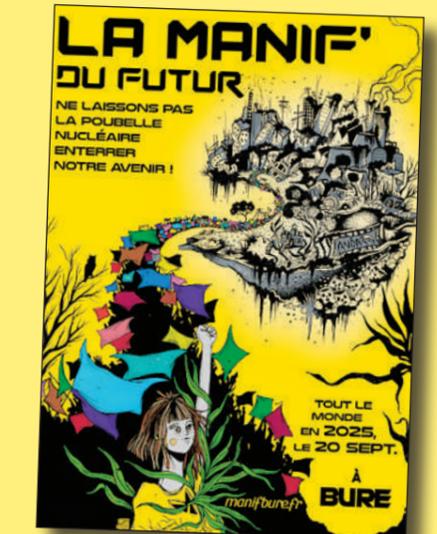
Mercredi 10 et jeudi 18 septembre, journées de grève, manifestations et blocages contre le budget Bayrou.

Lire page 10.

12-13-14 septembre, Fête de l'Humanité, Le Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge (91).



Samedi 20 septembre, « La manif du futur » contre la poubelle nucléaire, Bure (55). Infos sur manifbure.fr



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE Exclusion des principaux opposants à l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire

L'exclusion des principaux candidats de l'opposition de l'élection présidentielle ivoirienne du 25 octobre jette une ombre sur le scrutin et alimente le risque de violences politiques dans un pays marqué par une longue histoire de crises électorales.

Depuis une trentaine d'années, les élections présidentielles en Côte d'Ivoire sont à l'origine de graves tensions politiques ayant débouché sur des violences, comme lors du scrutin de 2020 où plus de 85 personnes ont été tuées, sans compter les centaines de blessés. Les élections du 25 octobre prochain ne semblent pas, hélas, échapper à la règle.

L'opposition mise hors jeu

L'élément majeur de la crise est l'exclusion de la liste électorale, pour des motifs divers, de candidats comme Charles Blé Goudé, ancien ministre de la Jeunesse, Guillaume Soro, ex-Premier ministre, et surtout les deux principaux opposants : l'homme d'affaires Tidjane Thiam du Parti démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI) et l'ancien président Laurent Gbagbo, dirigeant du Parti des peuples africains (PPA-CI). Ces interdictions de se présenter retirent toute crédibilité au scrutin et pourraient générer des tensions politiques, aggravées par les dimensions communautaires liées à l'implantation de ces dirigeants dans leurs fiefs régionaux. Cette fragilité du processus électoral s'explique aussi par d'autres griefs : le quatrième mandat du président actuel, Alassane Ouattara, rendu possible par le changement constitutionnel du 30 octobre 2016 qu'il a initié pour contourner l'interdiction de plus de deux mandats successifs ; une liste électorale de huit millions de personnes sur un total de plus de douze millions de votants potentiels ; une Commission électorale indépendante décriée ; une justice considérée comme aux ordres du pouvoir.

Mobilisation pour l'inclusion électorale

Les premières protestations ont eu lieu le 9 août à Abidjan, la capitale, où des milliers de manifestantEs, essentiellement du PDCI et du PPA-CI, sont descendus dans la rue. Ce succès va probablement encourager les opposantEs à maintenir la pression. D'autant qu'une organisation comme le PDCI, fondé par Houphouët-Boigny, qui a dirigé la Côte d'Ivoire pendant plus de trois décennies, bénéficie d'un fort enracinement à travers le pays. En face, le pouvoir, comme à son habitude, va passer outre et ne prendra pas le risque d'une ouverture politique débouchant sur un cadre électoral inclusif. Fort de son succès économique, certes réel mais très inégalitaire, avec une inflation, un chômage et une faiblesse des infrastructures de santé persistants, Alassane Ouattara opte pour le passage en force. Pour ces élections, les moyens de l'État seront mobilisés pour sa campagne. Déjà, une vague répressive s'abat sur les opposantEs, notamment ceux du PPA-CI, particulièrement visés. Ainsi, des cadres de ce parti comme l'ancien ministre de la Défense Moïse Lida Kouassi ou l'ex-ambassadeur Boubacar Koné sont en garde à vue. En Côte d'Ivoire, comme dans la plupart des pays d'Afrique, les élections n'ont qu'une seule finalité : la conservation d'un pouvoir autoritaire sous un vernis démocratique.

Paul Martial

À lire sur le site



Palestine, l'impuissance des puissants n'a qu'un nom, la complicité, par Marie Schwab



Vouloir discriminer entre «innocents» et «résistants», c'est faire le jeu de l'occupant, par Marie Schwab

MAGHREB Sahara occidental, une décolonisation confisquée, un peuple en résistance

Depuis plus d'un demi-siècle, le Sahara occidental reste le théâtre d'une colonisation niée et d'une lutte de libération occultée.

Après cent ans de domination espagnole, l'occupation marocaine s'est installée en 1975 à la faveur de la « marche verte », présentée par Rabat comme une mobilisation pacifique mais vécue par les SahraouiEs comme une invasion militaire. Bombardements au napalm et au phosphore, déplacements forcés et répression ont marqué le début d'une occupation soutenue par les puissances impérialistes et par Israël, fournisseur d'armes et partenaire du Maroc.

Une occupation militaire et coloniale

Qualifier le Sahara occidental de « conflit gelé » alors que la guerre de libération a repris depuis près de quatre ans et que les Nations unies appellent à la tenue d'un référendum chaque année depuis près de 35 ans est une falsification. Le cessez-le-feu de 1991 n'a jamais débouché sur le référendum d'autodétermination promis. Le recensement des votantEs est prêt depuis 2002, mais Rabat bloque le processus en installant des colons, les faisant passer pour des autochtones, comme la France le fait en Kanaky. En novembre 2020, le Maroc a rompu la trêve à Guerguerat : depuis, la guerre a repris. Cette occupation s'appuie aussi sur une infrastructure militaire titanesque : un mur de



Des soldats espagnols surveillent la manifestation de partisans du Front Polisario, en août 1975. WIKIMEDIA COMMONS

sable construit dans les années 1980, long de plusieurs milliers de kilomètres, protégé par des millions de mines antipersonnel. C'est la plus vaste zone minée au monde, symbole d'un apartheid colonial.

Un pillage économique

Au-delà du militaire, le Maroc déploie une stratégie économique et idéologique. Phosphates, pêche, énergies renouvelables : les ressources du Sahara sont exploitées par des entreprises marocaines et occidentales, malgré des décisions juridiques qui déclarent ces accords illégaux. Le *soft power* se traduit par le tourisme, les investissements et des infrastructures qui ne profitent pas

aux SahraouiEs. Dans les territoires occupés, il n'existe presque pas d'universités. Ces projets servent d'abord à blanchir l'occupation et à attirer des colons avec des avantages fiscaux et fonciers.

Un peuple en exil

La majorité des SahraouiEs vivent toujours dans les camps de réfugiés de Tindouf, en Algérie. Ces exiléEs portent la mémoire d'un peuple dispersé, privé de ses terres et de ses droits. Les prisonniers politiques sahraouis et les révoltes écrasées, comme celle de Gdeim Izik en 2010, véritable déclencheur du « printemps arabe », rappellent la brutalité d'un régime qui nie jusqu'à l'existence d'un peuple. Réduire cette

lutte à une rivalité entre Maroc et Algérie, comme le répète la propagande, revient à invisibiliser le sujet central : un peuple colonisé. Le Sahara occidental n'est pas un dommage collatéral de tensions régionales, mais une lutte de libération nationale.

Un combat anticolonial universel

Le parallèle avec la Palestine est évident : murs, déplacements forcés, exploitation des ressources, criminalisation de la résistance. Dans les deux cas, l'occupation est soutenue par des États impérialistes et des investisseurs. Dans les deux cas, les coloniséEs se battent pour l'autodétermination et la justice. Le Sahara occidental est reconnu par l'ONU depuis 1963 comme territoire non décolonisé. Mais les résolutions ne suffisent pas : sans rapport de forces, le droit reste lettre morte. La libération dépend de la solidarité internationale, de la dénonciation des mensonges historiques et de l'affirmation d'un internationalisme conséquent. Pour les SahraouiEs, l'enjeu est clair : il ne s'agit pas de négocier un compromis territorial, mais de reconquérir l'ensemble de leur pays et de permettre le retour des exiléEs. C'est une question de dignité et de justice. Leur horizon est celui d'un Sahara libre, du nord au sud, comme les PalestinienNES rêvent d'une Palestine libre, du fleuve à la mer. **Fatimetu et Amel**

USA Trump limoge des hauts fonctionnaires et prend le contrôle de plusieurs villes

Donald Trump multiplie les purges à la tête d'institutions fédérales et déploie la Garde nationale dans plusieurs villes. Ces mesures autoritaires suscitent des condamnations massives et une mobilisation populaire.

Trump a mis l'été à profit pour continuer à démanteler la démocratie et avancer vers un État autoritaire et réactionnaire. Trump a limogé trois hauts fonctionnaires. Il a d'abord licencié Erika McEntarfer, commissaire du Bureau of Labor Statistics (Bureau des statistiques du travail), Lisa D. Cook, gouverneure de la Federal Reserve Bank (banque centrale américaine), et Susan Monarez, directrice des Centers for Disease Control and Prevention (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies). Aucun autre président n'avait jamais procédé à de tels licenciements à la tête d'institutions quasi sacro-saintes, qui régulent l'économie et protègent la santé publique.

L'armée contre les mobilisations

Trump a également affirmé son pouvoir dans les rues des villes américaines. Lorsque les habitantEs de Los Angeles ont protesté contre les rafles et les arrestations menées dans le cadre de sa politique d'immigration, ce qui a conduit à des affrontements avec la police de Los Angeles, Trump a directement mobilisé la Garde nationale en juin, envoyant 2 000 gardes à Los Angeles ainsi que 700 marines et de nombreux agents de l'ICE (Service de l'immigration et des douanes). La maire de Los Angeles, Karen Bass, et le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, ont tous deux qualifié l'occupation militaire d'une partie de la ville d'inutile et d'autoritaire. Le gouverneur a intenté une action en justice

devant un tribunal fédéral et obtenu une ordonnance restrictive temporaire.

À la mi-août, Trump a déclaré « l'état d'urgence criminelle » dans la capitale nationale et a pris le contrôle de la Garde nationale de Washington, DC, ainsi que du département de police de la ville. Le 8 août, Trump a envoyé des centaines de fonctionnaires fédéraux d'autres agences, telles que le Federal Bureau of Investigation (FBI), patrouiller dans les rues de Washington. Bien que la ville compte effectivement des quartiers à forte criminalité, le taux d'homicides et d'autres crimes violents est en réalité en baisse. Washington, DC étant un district fédéral et non un État, le président est constitutionnellement habilité à en prendre le contrôle. Mais il a également promis d'envoyer des agences fédérales et des troupes dans d'autres villes : Chicago, New York, Baltimore et Oakland, toutes gouvernées par des démocrates.

Résistances institutionnelles et populaires

Dans l'Illinois, le gouverneur J.B. Pritzker et le maire de Chicago, Brandon Johnson, ont tous deux condamné le projet de Trump d'envoyer des troupes, le qualifiant d'inutile et de menace pour la démocratie américaine. Quelque dix-neuf gouverneurs démocrates ont également affirmé qu'ils ne voulaient pas de troupes ni de policiers fédéraux dans leurs États. Les troupes et les agents de Trump ne contribuent guère au maintien



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de l'ordre, ils jettent les bases d'un potentiel coup d'État militaire.

La manifestation pacifique No Kings Day, qui s'est déroulée à travers les États-Unis le 14 juin 2025, a été la plus grande manifestation d'une journée de l'histoire du pays. En août, les manifestations ont diminué. Le Democratic Socialists of America (DSA), la plus grande organisation socialiste du pays avec 80 000 membres, a tenu son congrès à Chicago le mois dernier. Les nombreux courants politiques de l'organisation — gauche, droite et centre — se sont disputés sur les procédures et ont adopté une résolution de soutien à la Palestine, mais il y a eu peu, voire pas, de débats sur la politique américaine et sur la manière d'arrêter Trump. Mais l'automne approche et des mobilisations plus massives sont attendues lorsque les étudiantEs retourneront sur leurs campus et que les gens reprendront le travail. Il faudra être dans la rue par millions.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Dans un moment diplomatique difficile, l'Ukraine résiste militairement

Trois ans et demi après le début de l'invasion russe, la résistance ukrainienne reste déterminée, malgré les pressions diplomatiques et les attaques militaires.

À l'indépendance, l'Ukraine a subi des bombardements meurtriers de drones et de missiles balistiques pour démoraliser la population. Près de vingt personnes ont été tuées à Kyiv. Sur le front, l'armée d'invasion poursuit son grignotage territorial pour s'assurer le contrôle total des oblasts du sud-est. Depuis trois ans, les quelques villes conquises par la Russie l'ont été au prix d'immenses efforts et de longs mois de campagne. La récente avancée russe d'une dizaine de kilomètres au sud de Kramatorsk a provoqué beaucoup d'inquiétudes, mais elle a été contenue puis repoussée par des unités expérimentées. Dans les territoires conquis, l'occupation russe se durcit pour anéantir toute velléité de résistance. L'armée ukrainienne plie mais ne rompt pas, multipliant les frappes en mer Noire et sur les infrastructures énergétiques russes.

Refus d'une paix à n'importe quel prix

Sur fond de complicité avec Poutine, Donald Trump souffle le chaud et le froid, faisant pression sur le pouvoir ukrainien pour qu'il accepte ses conditions de paix, et sur les pays européens pour qu'ils se chargent de l'appui financier et militaire. Divisés, ceux-ci négocient leur soutien : si l'invasion russe est leur principal argument pour déployer une augmentation massive des budgets militaires, via le programme ReArm Europe, leur aide effective est nettement plus timide (0,21% du PIB de la France). Face à ces attermoissements, Poutine cherche à gagner par la diplomatie ce qu'il ne réussit pas à gagner sur le terrain. Il veut asphyxier l'Ukraine et la soumettre à l'influence impérialiste de la Russie.

La population ukrainienne souffre, plus de trois ans et demi après le début de l'invasion à grande échelle. Mais elle refuse la paix à n'importe quel prix : le retrait de l'oblast du Donetsk, exigé par le Kremlin, est inenvisageable. Ce serait abandonner la première ligne de défense et faciliter la prochaine attaque. Une zone tampon équivaldrait aussi à des concessions territoriales importantes. Que pourraient peser des garanties de sécurité qui n'ont empêché ni l'occupation de la Crimée ni l'invasion de février 2022 ?

La population ukrainienne souffre, plus de trois ans et demi après le début de l'invasion à grande échelle. Mais elle refuse la paix à n'importe quel prix.

Solidarité internationaliste avec les résistances populaires

La gauche ukrainienne déterminée se bat sur deux fronts. Elle paie un lourd tribut humain dans les combats, mais Solidarity Collective poursuit ses actions de soutien aux militaires engagés et aux populations les plus exposées. La lutte se mène aussi contre la politique néolibérale du gouvernement, qui sape les capacités de résistance populaire. Les syndicats se mobilisent contre les tentatives de privatisation, pour le respect des conditions de travail et de salaire. Les étudiants de Priama Dina (Action directe) se battent pour contrôler leurs universités. En juillet, d'importantes manifestations ont obligé Zelensky à retirer une loi qui affaiblissait les agences de lutte contre la corruption, confirmant la force des oppositions progressistes, dans lesquelles nos camarades de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) sont investis. Le combat difficile des syndicalistes, féministes et activistes LGBTQI+, en première ligne contre les forces fascistes et impérialistes, ne doit pas rester isolé : leur défaite serait la nôtre. Toutes les formes de soutien — politique, syndical ou humanitaire — sont indispensables à la résistance ukrainienne.

Dominique Boury

SOLIDARITÉ SANS FAILLE AVEC LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

L'Ukraine résiste envers et contre tout. Tandis que Trump déroule le tapis rouge à Poutine, syndicats, féministes et militantEs LGBTQI+ poursuivent leur lutte sur tous les fronts. L'UE n'apporte qu'un soutien superficiel à l'Ukraine et prépare la fin de la protection temporaire. La solidarité internationaliste est un impératif : elle ne doit pas être à géographie variable, ni subordonnée à des calculs géopolitiques.

La solidarité avec l'Ukraine ne peut souffrir de confusions

Alors que Trump déroule le tapis rouge à Poutine et que les négociations se multiplient au détriment des UkrainienNEs, la résistance populaire continue. Syndicats, féministes, militantEs LGBTQI+ et forces progressistes mènent un combat vital contre l'impérialisme russe et le néolibéralisme.

Le tapis rouge déroulé à Poutine par Trump en Alaska et les négociations à huis clos sur le dos des UkrainienNEs qui s'y sont tenues ont rempli leur fonction : Poutine a obtenu de Trump que l'exigence d'un cessez-le-feu ne soit plus un préalable aux négociations. La pression sur le pays agressé s'est ainsi renforcée, de même que la propagande prônant une capitulation de l'Ukraine.

L'opposition ukrainienne a besoin de notre solidarité

L'opposition en Ukraine existe bel et bien et a besoin de notre soutien. ContraintEs de se défendre contre un régime russe qui pratique l'élimination systématique des opposantEs politiques, les UkrainienNEs continuent de se battre pour protéger et étendre les bases d'un régime démocratique. Malgré la guerre, les syndicats ne cessent de s'opposer aux réformes néolibérales et aux politiques patronales, y compris par la grève ; le mouvement féministe continue de défendre pied à pied le droit à l'avortement face aux réactionnaires ukrainiens cherchant à le limiter ; les militantEs LGBTQI+ organisent des Prides dans tout le pays ; les organisations politiques mènent la bataille idéologique et assurent la défense territoriale jusqu'au cœur des tranchées.

Ces militantEs, qui luttent à la fois contre l'impérialisme russe et le néolibéralisme, nous disent toutes la même chose : « Nous avons besoin de votre solidarité ! » Cet internationalisme par en bas est mis en pratique au sein du RESU (Réseau de solidarité avec l'Ukraine) : délégations en Ukraine, soutien aux UkrainienNEs en France, accueil des militantEs ukrainienNEs et relais de leurs actions et revendications.

En finir avec les balivernes sur le besoin de sécurité russe

À la racine de l'invasion il n'y a pas le besoin de « sécurité russe » mais la mise sous tutelle des peuples de la région. Peu importe la puissance nucléaire russe qui rend inenvisageable toute agression militaire contre elle, la propagande présentant la situation comme une guerre défensive d'un régime en quête de garanties de sécurité est répétée à l'envi. Pourtant, les interventions armées en Tchétchénie et en Géorgie dans les années 2000 ne répondaient évidemment pas à un besoin de sécurité,



Manifestation du 24 juillet à Kyiv contre la loi 12414 visant à réduire l'indépendance des corps anticorruption. DR

pas plus que le renfort apporté par le pouvoir russe, y compris militairement, pour réprimer les révoltes au Kazakhstan (début 2022) et la grève générale au Belarus (2020). Toute mobilisation populaire, toute aspiration démocratique et sociale — que ce soit dans la Fédération de Russie ou dans les pays voisins — met en danger le régime du Kremlin et doit être écrasée.

À la racine de l'invasion il n'y a pas le besoin de « sécurité russe » mais la mise sous tutelle des peuples de la région.

Les droits des peuples ne sont pas négociables

« Zelensky, président de rien » : un mensonge éhonté. Cet argument, plus rare tant il s'inspire directement de la propagande poutinienne, a pourtant été prononcé en meeting de rentrée par Jean-Luc Mélenchon. On pourrait rappeler qu'en temps de guerre, sous les bombes, avec un cinquième du territoire occupé et huit millions d'UkrainienNEs

déplacés, il n'existe pas d'élections démocratiques. Mais disons simplement que s'en prendre au dirigeant élu d'un pays agressé par un dictateur fasciste aux manettes depuis 25 ans est aussi dangereux que honteux.

Contre la géopolitique du « moins pire », troupes russes hors d'Ukraine !

Certains affirment que l'Ukraine devrait céder des territoires pour parvenir à un accord de paix ;

Trump va jusqu'à proposer de « les échanger » avec la Russie. Ces discours font primer les

Certains discours font primer les intérêts géopolitiques sur les droits des peuples, traitant ces territoires comme de simples marchandises.

intérêts géopolitiques sur les droits des peuples, traitant ces territoires comme de simples marchandises. Pourtant, ces territoires sont habités par des personnes qui ont perdu leurs droits démocratiques, sociaux et matériels fondamentaux. Ce sont des femmes violées, des jeunes exécutés, des enfants volés et déportés. Quoi qu'en disent les partisans d'un souverainisme à géographie variable, la russification forcée des territoires ukrainiens occupés ne laisse aucun doute : il n'y a ni paix ni avenir sous une occupation coloniale.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA

PLAISIR D'OFFRIR...
JOIE DE RECEVOIR...



Garantir un titre de séjour durable à toutes les déplacées d'Ukraine en Europe

Le Conseil de l'Union européenne (UE) a certes prolongé la période de protection temporaire (PT), qui concerne plus de quatre millions de personnes déplacées d'Ukraine vivant en Europe, mais il prépare la sortie du dispositif et une transition : d'une part, par des incitations au retour, alors que la guerre fait rage ; d'autre part, via des permis de séjour au titre des études et de l'emploi. À notre sens, cette transition doit permettre à tout ex-détenteur de la PT d'obtenir automatiquement une carte de résident de longue durée, quelle que soit sa situation vis-à-vis de l'emploi ou des études.

RENTÉE SOCIALE Un bouillonnement estival inédit pour préparer le 10 septembre

Partout en France, des assemblées générales locales s'organisent depuis l'été pour préparer une journée de blocage inédite le 10 septembre.

Les réunions se multiplient, rassemblent parfois des centaines de personnes et dessinent un mouvement large, divers et déterminé.

Des AG massives en plein mois d'août

Le mouvement a pris forme en plein mois d'août : plus de 60 villes ont déjà tenu des AG. Paris a ouvert le bal le 28 août avec 400 personnes rassemblées à la Villette ; Lyon a réuni 300 personnes, Bordeaux et Poitiers plus de 200. Dans des villes moyennes comme Montpellier ou Grenoble, les assemblées ont dépassé 150 participantEs. L'ampleur est frappante jusque dans des petites communes : 60 personnes à Alès, autant à Lorient, une cinquantaine à Bayonne ou Montbrison. Ces chiffres dépassent souvent les AG locales de la lutte contre la réforme des retraites.

Des publics variés

Ces AG rassemblent des militantEs chevronné-es (syndicalistes, Gilets jaunes, militantEs associatifs et politiques), mais aussi de nouvelles têtes, des jeunes et des habitantEs non encartéEs. Certaines réunions, comme à Chambéry, sont restées très militantes ; d'autres, comme à Foix ou Bordeaux, ont mis en avant l'horizontalité et l'ouverture. Les débats portent autant sur les revendications — retrait du « budget Bayrou », taxation des riches, défense des services publics — que sur la stratégie : grève, blocages économiques, actions symboliques.

Une semaine décisive avant le 10

Les AG ont déjà fixé des rendez-vous pour populariser le mouvement : collages, tractages devant écoles, marchés et zones commerciales, cantines solidaires et formations à la défense juridique. La soirée du 8 septembre sera un moment clé : des rassemblements festifs « pot de départ de Bayrou » sont prévus devant les mairies, au soir du vote de confiance qui devrait acter la chute du Premier ministre. Le 9, des actions coups de poing sont annoncées dans plusieurs villes pour amplifier la dynamique.

Le 10 : blocages, grèves, manifestations

Le 10 septembre, les initiatives s'annoncent multiples : blocages d'axes routiers, zones industrielles ou supermarchés, rassemblements en centre-ville, AG de journée pour décider des suites. À Lyon, Grenoble, Montpellier ou Rouen, des manifestations non déclarées s'organisent ; à Bordeaux et Marseille, des villages des luttes et points de ravitaillement sont prévus. De nombreuses structures syndicales (CGT, Solidaires, Confédération paysanne) appellent à la grève.

Déjà penser la suite

Le 18 septembre, une journée de mobilisation unitaire à l'appel de l'intersyndicale est programmée. Dans beaucoup d'AG, l'objectif est clair : transformer le 10 en point de départ d'un mouvement durable. Certaines assemblées locales discutent déjà d'actions le week-end suivant.

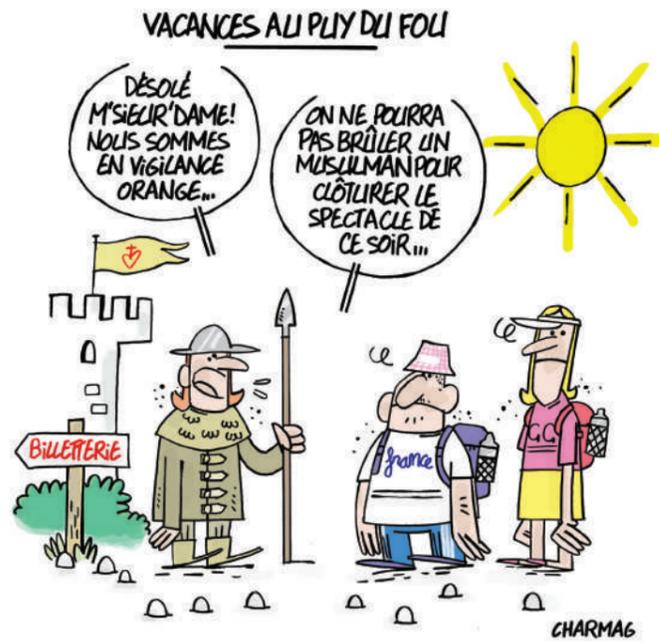
Ce bouillonnement estival marque une rupture : pour la première fois depuis des années, un appel citoyen, relayé par une partie des syndicats et de la gauche, suscite une telle effervescence avant même la rentrée sociale. Le 10 septembre sera un début ; il a déjà redonné confiance à un large pan de notre camp social.

Olivier Lek Lafferrière, sur la base des remontées des comités NPA

ANTIRACISME

Un été blanc et sec*

L'été est souvent plus calme pour le militantisme, les mobilisations sont quelque peu à l'arrêt, l'information aussi. Mais ce qui ne se met pas à l'arrêt, ce sont les agressions racistes.



Mi-août, dans un village de la Creuse, une soirée censée célébrer la fête locale a viré au cauchemar. Sept jeunes, pris pour cibles uniquement parce qu'ils comptaient parmi eux une personne noire, ont subi une véritable traque. Insultes racistes explicites, coups de poing et coups de pied, puis course-poursuite dans les ruelles du village, organisée par des hommes armés de talkies-walkies

et de pick-up. « On a entendu : "Il est où ce n*gre, on va le buter" », rapporte un témoin. La principale victime a dû se cacher dans une cave pour échapper au lynchage. La gendarmerie reconnaît des « propos discriminatoires » mais nie la chasse à l'homme. Comme toujours, les autorités minimisent. Dans ce climat, des habitants n'ont pas hésité à répondre aux mobilisations antiracistes par des saluts nazis.

Les violences racistes se multiplient

Ce n'est pas un cas isolé. Quelques jours plus tôt, un jeune homme a été percuté par la police en Essonne, tandis qu'à Lausanne, Marvin a été tué lors d'une intervention policière. Les violences racistes, policières ou « ordinaires », explosent, pendant que les institutions s'obstinent à les dissimuler derrière les euphémismes de « bagarre » ou de « dispute de voisinage ». En 2022 déjà, à Charleville-Mézières, une chasse à l'homme similaire s'était soldée par des condamnations... sans jamais que le motif raciste ne soit reconnu.

Le racisme d'État en action

Mais le racisme, cet été, n'a pas seulement pris la forme de coups et d'humiliations. Il s'est aussi imposé dans les décisions d'État. Une étudiante palestinienne, inscrite dans une université française, a été expulsée sans ménagement, au mépris de son parcours et de sa dignité. À la suite de cette affaire, le gouvernement Retailleau a choisi de bloquer la venue d'étudiantEs palestinienNEs de Gaza, prétextant de pseudos « risques sécuritaires ». En réalité, c'est un choix politique clair : interdire à

des jeunes PalestinienNEs d'accéder à l'éducation, leur fermer une bouffée d'air dans une vie marquée par le siège, les bombardements et la destruction. Là encore, la France a préféré nourrir le racisme d'État plutôt que la solidarité internationale.

Pas de trêve, pas de silence

Ces épisodes disent une même chose : le racisme n'a pas de trêve. Il gangrène aussi bien les fêtes de village que les hautes sphères ministérielles. Il tue dans les commissariats, il humilie aux frontières, il expulse des étudiantEs, il interdit aux jeunes de Gaza de venir respirer ailleurs que sous les bombes. Face à cela, les luttes antiracistes doivent elles aussi refuser les vacances. Manifester, témoigner, dénoncer, organiser la solidarité : seule la mobilisation collective peut briser le silence et arracher ces violences à l'invisibilité. Car pendant que les institutions couvrent les agresseurs et multiplient les prétextes, les victimes, elles, n'ont jamais le luxe d'appuyer sur pause. Pas de vacances pour le racisme, mais pas de vacances non plus pour la résistance.

Commission antiracisme

* Référence: André Brink, « Une saison blanche et sèche »

ÉCOLOGIE Loi Duplomb, contre le vivant!

Malgré une mobilisation citoyenne exceptionnelle, la loi Duplomb a été promulguée par Emmanuel Macron. Ce texte écocidaire renforce l'agro-industrie, affaiblit les instances sanitaires et environnementales et accélère la destruction des écosystèmes.



Malgré la pétition et ses plus de 2120 000 signatures, cette loi a été promulguée par Macron. La version définitive du texte est totalement écocidaire. Elle augmente la concurrence entre les exploitations et diminue l'indépendance de certains organismes essentiels pour notre santé et celle des écosystèmes. Elle favorise l'élevage intensif, en augmentant la taille des élevages et en affaiblissant la consultation des riverainEs. Elle réforme l'OFB (Office français de la biodiversité) et l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) en réduisant leur indépendance et en renforçant la tutelle de l'État. Elle met fin à l'interdiction d'être à la fois conseiller et vendeur de pesticides, et favorise les projets de stockage d'eau, y compris les mégabassines.

Pour un autre système agricole

Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste) s'oppose au système agricole promu par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et la Coordination rurale, des modèles productivistes, non durables et inégalitaires. Nous soutenons une agriculture paysanne, plus respectueuse des ressources, de la biodiversité et de la santé de toutes, moins dépendante de l'agro-industrie. Nous revendiquons une rémunération juste

des agricultrices, une facilitation des transmissions et le maintien de fermes à taille humaine. Le système agricole français est fondamentalement injuste, favorise les grandes exploitations et l'utilisation massive de produits chimiques (pesticides et fertilisants). Les agricultrices doivent sortir de ce modèle non durable, nocif pour leur santé (suicides, cancers, maladies neurologiques, asthme) et pour celle de l'ensemble de la population.

Des dégâts sanitaires

En 2022, plus de dix millions de FrançaisEs ont bu une eau de qualité non conforme au moins une fois dans l'année. D'après une enquête du Monde (« Pollution de l'eau potable : le casse-tête des consommateurs pour réduire les risques », Pascal Krémer, 2025), les pesticides et leurs sous-produits sont détectés dans 97 % des stations de contrôle de la qualité de l'eau et dépassent les normes dans

près de 20 % d'entre elles. Entre 1980 et 2019, 12 500 captages d'eau ont été abandonnés — trop pollués et en mauvais état — sur les 33 000 existants. Les nappes phréatiques subissent des pollutions diffuses, largement dues à l'agriculture, provoquant des dégâts irréversibles. Les produits de synthèse se retrouvent dans l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, notre nourriture. Les études sont pourtant claires : en 2021, le rapport *Pesticides et effets sur la santé* de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) confirme la « présomption forte » d'un lien entre exposition aux pesticides et plusieurs maladies graves. Les agricultrices sont les premierEs touchéEs.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Nous demandons : une régulation avec un prix minimum garanti pour une rémunération équitable des agricultrices ; une clause de sauvegarde interdisant l'importation de produits traités à l'acétamipride ; des lois favorisant l'agroécologie et le retrait de la loi Duplomb. Pour cela, les lois d'orientation agricole, la PAC (Politique agricole commune) et les lois relatives à l'agriculture, à la biodiversité et à la santé doivent évoluer dans ce sens.

Commission écologie

Culture

MÉDIAS Jean Pormanov ou la culture de l'humiliation poussée à son paroxysme

La mort en direct de Jean Pormanov, alias Raphaël Graven, révèle une culture de l'humiliation et de la violence profondément ancrée dans nos sociétés. Derrière ce drame, ce sont les logiques de domination et de précarisation qui transforment la souffrance en spectacle qu'il faut interroger.

Le 8 août 2025, Jean Pormanov, de son vrai nom Raphaël Graven, a perdu la vie en direct pendant un stream, après des jours de violences diverses. Beaucoup découvrent, ou font mine de découvrir, qu'à la portée de toutes et tous circule, dans le vaste univers d'Internet, du contenu basé sur l'humiliation, la violence gratuite et la torture. Ce n'était ni dans un coin caché du darknet ni sur une plateforme obscure : c'était visible de toutes et tous, soutenu par des milliers de spectateurEs payant pour financer ces heures de stream d'une violence rare. Dès lors, les médias se sont déchaînés, les réactions ont fusé : Comment a-t-on pu en arriver là ? Pourquoi personne n'a réagi ? Qui sont les fautifs ?

Un échec collectif

Souvent, le cas de Jean Pormanov a été pris comme une situation isolée, comme un simple fait divers, alors qu'il s'agit d'un échec collectif. Dans notre société capitaliste, la culture de l'humiliation est omniprésente. Un des ressorts principaux de nombreuses émissions de télévision grand public est l'humiliation et la violence. C'est notamment le cas des émissions de Cyril Hanouna, qui ridiculise et insulte ses chroniqueurEs. Et cela ne date pas d'hier : on se souvient des freak shows (l'exhibition d'êtres humains qualifiés de « monstres »), des exécutions publiques où les spectateurEs venaient assister à la mise à mort de personnes marginalisées ou criminelles. Nos sociétés utilisent les personnes considérées comme différentes ou marginalisées pour assouvir la domination et créer du divertissement. Dans un monde validiste, individualiste et assoiffé de domination, la personne qui n'entre pas dans la norme, qui est jugée inutile, est déshumanisée et exploitée pour générer des bénéfices à ses dépens. Si Jean n'était pas mort en direct, cette affaire aurait fait beaucoup moins de bruit. Et pourtant, des Jean, il y en a partout. Mais leurs histoires, moins spectaculaires, ne sont pas racontées.

Un modèle de société à remettre en cause

On met souvent en avant le supposé consentement de Jean Pormanov aux violences qu'il subissait. Cette lecture libérale ne tient pas compte des conditions de cet accord, qui est aussi le résultat d'un manque d'amour, de reconnaissance, de moyens matériels et d'accès aux droits : accepter l'humiliation, la violence, le mépris pour avoir de l'argent, sortir de l'isolement, gagner un capital social, exister dans une société qui rejette, exister pour les autres, même si leur regard est moqueur ou admiratif. L'emprise est aussi financière : l'accès à une source de revenu inespérée qui permet d'échapper à la précarité et à la pauvreté. Plus cette source améliore les revenus, plus il est difficile d'en sortir. Il y a ici une responsabilité étatique, un modèle de société à accuser. L'État laisse les personnes handicapées, malades, pauvres, opprimées sur le bas-côté.

Pour ne pas en rester au scandale face à un fait divers — une autre manière de faire de la violence un spectacle — il faut poser des questions d'ensemble : comment protéger les personnes les plus fragilisées ? Comment mieux offrir amour, reconnaissance et protection dans un monde de violence ? Que faire pour que ces drames ne se reproduisent plus ?

Drapé, créatrice de contenu



ESSAI La guerre globale contre les peuples, de Mathieu Rigouste

Éditions La fabrique, 18 avril 2025, 304 pages, 17 euros.

l'histoire des allers-retours entre les champs de bataille coloniaux et hexagonaux et des méthodes militaires qui se sont généralisées pour gouverner et dominer les peuples. Si, aujourd'hui, le terme « guerre » renvoie à une situation exceptionnelle qui viendrait suspendre temporairement le temps normal de la paix, dans les pays occidentaux cette guerre est souvent lointaine, géographiquement ou temporellement.

Une stratégie globale de contrôle et de domination

Mathieu Rigouste démontre que la logique de guerre et ses profits accompagnent depuis longtemps le développement du capitalisme, dans une stratégie globale de contrôle et de domination. Il met en évidence une continuité coloniale et impérialiste, avec une complémentarité entre guerre impériale extérieure et ordre sécuritaire intérieur. La guerre globale contre les peuples est aussi idéologique : elle construit l'ennemi intérieur pour justifier un état d'exception

permanent. Dans les pays impérialistes, cette mécanique de contrôle vise particulièrement les personnes racisées des quartiers populaires ou les migrantEs. Auparavant, ces techniques contre-insurrectionnelles étaient déployées dans les colonies, comme en Algérie occupée par la France coloniale.

Des laboratoires d'expérimentation de la contre-insurrection

Plus largement, les puissances capitalistes transforment ces zones périphériques en véritables laboratoires d'expérimentation de la contre-insurrection. Ces dispositifs — police, armée, surveillance — ne visent pas à garantir la « sécurité des populations », mais à sécuriser les intérêts capitalistes, tout en criminalisant les résistances. Ces dispositifs opèrent aujourd'hui, par exemple, en Palestine occupée, où « l'IA constitue le support techno-industriel du néofascisme sécuritaire », avant d'être exportés à l'étranger, notamment dans les pays de l'OTAN.

Cet essai, véritable cartographie de la contre-révolution contemporaine, documente le rôle des prisons, des polices et du complexe militaro-industriel dans la reproduction des rapports de domination. Pour y résister, l'auteur appelle à construire une solidarité des luttes, fondée sur un internationalisme contre les impérialismes et le colonialisme, loin d'une vision campiste d'un impérialisme unique, et à se mobiliser depuis nos centres impérialistes contre notre propre impérialisme, par un antimilitarisme décolonial et antiraciste.

An Gwesped

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Succès de l'université d'été du NPA

Ça y est, c'est la rentrée ! C'est l'occasion de revenir sur ce qui a marqué notre fin d'été : l'université d'été du NPA à Port-Leucate. Quatre jours de débats, de formations et d'échanges pour préparer une rentrée déjà agitée : mobilisation du 10 septembre, appel à la grève, vote de confiance, municipales... Pour avancer sur nos revendications, il va falloir nous préparer et rester prêtEs à nous battre.

Ce sont plus de 750 personnes qui ont participé à notre université d'été, profitant de ce dernier moment avant la reprise pour échanger sur la rentrée et nos moyens d'action, avec pour perspective la mobilisation de toute notre classe pour renverser ce gouvernement.

Une université d'été révolutionnaire et unitaire

Fidèles à nous-mêmes, nous avons mené cette discussion avec différentes organisations du mouvement ouvrier : partis, syndicats et associations. Lors du forum central, nous avons réuni autour d'une même table LFI (La France insoumise), UCL (Union communiste libertaire), ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), PCF (Parti communiste français), CGT (Confédération générale du travail), Solidaires, FSU (Fédération syndicale unitaire), Nouvelle Donne... afin de discuter ensemble des perspectives et du travail à venir. Il y a urgence : nous devons faire face aux attaques du gouvernement et à la montée de l'extrême droite. Il s'agit de nous organiser collectivement pour frapper fort.

Des formations, des débats, du fun...

Bien sûr, l'université d'été est aussi un moment de formation sur des sujets variés : retour sur nos conditions de travail, alimentation, sécurité sociale, luttes antiracistes... Nous avons également abordé les questions internationales : guerre en Ukraine, génocide en Palestine, répression



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



du peuple kanak, mais aussi montée du colonialisme, des guerres et du militarisme. Quel plaisir de voir tant de camarades réunis, faisant vivre le NPA et nos luttes dans un moment festif et familial ! Cette année, il y en avait pour les grandEs comme pour les petitEs : un premier programme pour les enfants, des événements artistiques — drag show, conférence gesticulée, projections de films... Entre alimentation végétarienne, assemblée générale des participantEs, tâches partagées, nous avons expérimenté de nouvelles pratiques pour imaginer la prochaine édition. Alors, disons-le tout de suite : à l'année prochaine !

Commission université d'été

Serbie: lettre ouverte à M. Sandro Gozi

Sandro Gozi, député européen Renaissance, se dit très inquiet de la situation politique en Serbie, où le régime au pouvoir a repris les méthodes utilisées en son temps par Slobodan Milošević. Pourtant, en même temps, Emmanuel Macron soutient fermement Aleksandar Vučić, au nom de la stabilité... et des investissements français en Serbie.

Monsieur Gozi, dans un entretien que vous venez d'accorder au média serbe *NI*, vous partagez votre grande inquiétude quant au scénario biélorusse qui se produit actuellement en Serbie, orchestré par le parti au pouvoir et par le président de la République, Aleksandar Vučić. Vous indiquez clairement que la rhétorique utilisée par le pouvoir est une menace explicite de guerre civile, dans un pays candidat à l'Union européenne. Vous évoquez les revendications légitimes de justice, d'indépendance des médias, des institutions publiques dans le pays. Le Parlement européen a bien eu plusieurs débats sur la situation, et ce depuis plusieurs années déjà. La Commission européenne pointe régulièrement, dans son rapport annuel sur la Serbie, les entraves à la justice, à l'État de droit, les menaces contre des journalistes, les scrutins électoraux frauduleux. Les revendications portées dans la rue n'ont pas commencé avec l'effondrement de l'auvent devant la gare de Novi Sad le 1^{er} novembre dernier, où 16 personnes ont perdu la vie. Elles étaient présentes bien avant. De nombreux étudiants serbes présents à l'étranger ont manifesté à Paris, Berlin, Vienne, Rome, et même sous les fenêtres de vos bureaux du Parlement européen.

La France demeure aujourd'hui un allié indéfectible du président serbe. Les entreprises françaises n'ont jamais autant obtenu de contrats publics

Aujourd'hui, M. Gozi, exprimer votre inquiétude ne suffit plus. En tant que secrétaire général du groupe Renew Europe, vous avez un pouvoir non négligeable. Votre rôle est d'autant plus important que vous siégez au Parlement européen en tant que député Renaissance, parti du président Emmanuel Macron. Ce même M. Macron tient pourtant à démontrer son amitié avec le président Vučić. Pas plus tard que début août, le président de la République française a échangé avec son homologue serbe, répétant ce qu'il avait dit en février ou en août 2024 : que la Serbie avait un destin européen. Pourtant, dans les faits, la France demeure aujourd'hui un allié indéfectible du président serbe. Les entreprises françaises n'ont jamais autant obtenu de contrats publics. On y compte notamment Dassault et ses Rafale, Vinci et la gestion de l'aéroport de Belgrade, mais aussi Egis, qui se targue de ses travaux sur la reconstruction de la gare de Novi Sad. Ce groupe, malgré sa participation au consortium et les opacités sur le contrat, n'a pas daigné répondre aux questions soulevées après la chute mortelle



Manifestation à Belgrade dans le cadre de la grève générale du 24 janvier 2025. WIKIMEDIAS COMMONS

Il est de votre devoir de demander publiquement à M. Macron de cesser de soutenir le régime dictatorial de M. Vučić et du Parti progressiste serbe

de l'auvent, ni aux médias ni à une justice serbe entre les mains du pouvoir.

M. Gozi, si vous tenez aujourd'hui réellement au destin européen de la Serbie et à la vie des citoyennes et citoyens serbes, s'inquiéter gravement n'est plus une ligne politique tenable. Vos collègues du groupe Renew, Irena Joveva et Helmut Brandstätter, ont soutenu la nomination des étudiants serbes au prix Sakharov du Parlement européen. C'est un premier pas vers la reconnaissance de la légitimité de leurs demandes. En tant que député Renaissance, il est aussi de votre devoir de demander publiquement à l'ensemble de votre parti, mais aussi et surtout à M. Macron, de cesser de soutenir le régime dictatorial — n'ayons pas peur d'utiliser les mots puisque c'est vous qui comparez la Serbie à la Biélorussie — de M. Vučić et du Parti progressiste serbe (SNS). Celui-ci se comporte non pas en garant de la stabilité, mais en agitateur permanent de haine. Est-on vraiment surpris quand on sait que ce même président fut un temps ministre de la Propagande sous le régime de Slobodan Milošević? Allez-vous continuer à vous indigner depuis Bruxelles, tout en tolérant que vos collègues et amis de Paris soutiennent coûte que coûte le président serbe au motif d'une stabilité érodée depuis bien longtemps? Allez-vous fermer les yeux sur les connivences des groupes industriels français, allemands, italiens avec le régime au pouvoir?

Le destin européen de la Serbie se joue maintenant, et bien que ses citoyens n'attendent

pas nécessairement un changement venu d'ailleurs, vous avez aussi votre importance dans les demandes citoyennes en cours et l'orientation future de la Serbie. Les personnes qui sont actuellement réprimées,

arrêtées, frappées, menacées de viols, de mutilations par la police sauront s'en souvenir dans les mois à venir.

Vlado Sestovic

Lettre ouverte publiée par l'auteur sur le Club de Mediapart le 21 août 2025.

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://www.tiktok.com/@Lanticapitalis1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.podcasts.com/channel/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,
L'Anticapitaliste
la revue

Le n°166-167 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org